DIAL 3163

BRÉSIL - Quelques nouvelles des luttes pour la terre

Xavier Plassat

mercredi 31 août 2011, mis en ligne par Dial

Les lecteurs et lectrices de DIAL – au moins les plus anciens – connaissent bien le dominicain Xavier Plassat, coordinateur de la Campagne nationale de la Commission pastorale de la terre (CPT) contre le travail esclave au Brésil. Nous nous sommes souvent fait l'écho des combats menés par la CPT [1]. Nous publions ici sa dernière missive, envoyée à la mi-juin [2]

---

15 juin 2011.

Bonjour !

L'Amazonie brésilienne est parcourue en ce moment par une onde de violence dirigée contre des militants paysans engagés dans la défense de la forêt face à l'intrusion d'usurpateurs et de spéculateurs de terre : planteurs de soja, éleveurs ou forestiers. Symboliquement, le jour-même où les députés brésiliens approuvaient un texte qui revient scandaleusement sur le Code des forêts pour en flexibiliser les principaux dispositifs de protection et amnistier ceux qui en ont violé les règles, un couple de militants écologistes ont été froidement assassinés dans la réserve écologique (à 300 km de chez moi [3], près de Marabá) où ils vivaient depuis 25 ans, préservant et valorisant la forêt [4]. Dans les jours suivants, un autre paysan, également militant de cette cause, était abattu dans l'État de Rondônia, puis encore deux autres paysans, tandis qu'en divers autres endroits, nos équipes de la CPT font état de menaces contre des syndicalistes et des agents de pastorale.

La CPT a remis au gouvernement une liste de personnes actuellement menacées, dont depuis des années elle tient le triste registre. Des 1580 assassinats pour conflit de terre, comptabilisés dans les campagnes depuis 1985 – dont seulement 94 auteurs ont été jugés –, un seul commanditaire se trouve en prison : celui qui a ourdi l'exécution de la sœur Dorothy Stang en 2005. Comme il arrive en pareil cas, le gouvernement a aussitôt lancé son kit anti-crise, avec envoi sur place de renforts policiers et visite de ministres. Mais les vraies raisons sont plus bas : c'est cette politique persistante du laisser-faire laisser-aller où l'agrobusiness a tous les droits et où la forêt, la réforme agraire et ceux qui les défendent ont tous les torts. Inutile de multiplier les exemples.

Vous avez probablement entendu parler du projet controversé de construction du barrage de Belo Monte (rebaptisé Belo Monstre), sur le fleuve Xingu, conduite à toute vapeur et en dépit du bon sens et des lois du pays. J'ai déjà commenté la saga de la PEC 438 (projet d'amendement constitutionnel déterminant la confiscation de la propriété de celui qui y pratique l'esclavage « moderne ») : aujourd'hui même, pour la nième fois, la PEC 438 a été retirée de l'ordre du jour de la Chambre des députés, par exigence du lobby ruraliste et consentement (résigné ?) de la Présidente Dilma Roussef, qui ne peut ou ne veut perdre l'adhésion de ses douteux alliés.

Dans notre État du Tocantins aussi, ces violences sont présentes. Après l'assassinat en novembre 2010

d'un leader paysan, Gabriel Vicente, survenu aux abords d'un campement de Sans-terre accompagné par notre équipe CPT (*Acampamento* Bom Jesus, dans la commune de Palmeirante, à 60 km d'Araguaína où je réside), voici que, dans une autre ferme de la même commune, incorporée depuis 2003 au programme de réforme agraire (*Assentamento* Santo Antônio-Bom Sossego, c'est-à-dire : Saint Antoine-Vie paisible), des *pistoleiros* sèment la terreur entre les familles qui attendent encore de pouvoir s'installer sur leur parcelle de terre. Ils sont au service d'un gang spécialisé dans le vol de terres, en vue d'y exploiter ce qui reste de forêt et pour ensuite planter du soja. Avec la complicité de fonctionnaires de l'Agence nationale de réforme agraire (INCRA), ils ont pris le contrôle d'une partie de la ferme et menacent ceux qui s'en plaignent. Cinq paysans seraient dans la ligne de mire.

Saisi par la CPT, Amnesty International a proposé à ses adhérents une « Action urgente » [5]. Nous avons – une première ! – obtenu que les 5 évêques du Tocantins signent ensemble une note publique exigeant des autorités qu'elles interviennent pour éviter que le sang ne coule encore. Je cite :

« [...] Soutenus par la promesse du Dieu de Vie, conscients des omissions et complicités qui ont rendu possible cette situation dramatique, nous venons, comme évêques, manifester notre solidarité avec les familles injustement persécutées. Ce sont elles les légitimes destinataires du projet de réforme agraire. Nous appuyons leur détermination dans la défense des ressources naturelles contre l'appétit sans borne des spéculateurs. Nous rendons hommage aux membres de la CPT pour leur évangélique service pastoral auprès des familles, avec les risques que cela implique.

Confiants dans la primauté de la justice et du droit, nous dénonçons l'omission des autorités responsables : que soient promptement élucidées les activités criminelles et punis leurs instigateurs ; que soient immédiatement évacués les usurpateurs de terre présents sur place ; que soit tout de suite mise en œuvre la régularisation de l'*assentamento* Santo Antônio et que les familles puissent enfin y mener une « vie paisible ».

Nous prions le Dieu de la Vie, Dieu de Jésus-Christ et Père des pauvres, pour que la terre que de Lui nous avons reçue puisse réellement devenir une terre de frères et de sœurs. »

Avec vous j'ajoute : ainsi soit-il, avec notre concours à tous !

Un bon été à chacun et chacune d'entre vous. Et merci pour votre fidèle appui.
Abraços !

Xavier

– Dial – Diffusion de l'information sur l'Amérique latine – D 3163.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française (Dial - http://enligne.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Voir DIAL 2853 - « BRÉSIL - Journal d'une semaine "pas comme les autres" », 2947 - « BRÉSIL - On demande de nouveaux Las Casas », 2948 - « BRÉSIL - Travail esclave : les dessous du décor », 2965 - « BRÉSIL - La répression de l'esclavage moderne au centre d'une polémique nationale » et 3016 - « BRÉSIL - Nouvelles des fronts de lutte contre le travail esclave ».

[2] L'auteur a aussi été interviewé début juin par Radio Vatican sur la lutte contre l'« esclavage moderne ». L'entretien audio est accessible en ligne.

[3] L’auteur habite à Araguaína au nord de l’État du Tocantins – note DIAL.

[4] Voir : http://www.guardian.co.uk/world/2011/may/24/amazon-rainforest-activist-killed ; http://www.u.tv/News/Amazon-rainforest-activist-shot-dead/4d63a1c7-4bba-4c36-aa21-e1fe68a42051.

[5] Voir : « Il faut protéger les petits agriculteurs de la violence ».